

ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE DE LA FRANCE INSOUMISE

12 AVRIL 2026

ASSEMBLÉE 20
REPRÉSENTATIVE 26

Pour la première fois de son histoire, la France insoumise s'est investie pleinement dans les élections municipales qui se sont déroulées les 15 et 22 mars. Grâce à un investissement massif de tout le mouvement insoumis, nous y avons réalisé une performance inédite pour une force politique qui a fêté cette année ses 10 ans d'existence.

Une percée historique pour la France insoumise

Ainsi, la France insoumise fait son entrée dans plus de 400 conseils municipaux. Elle l'emporte dans une dizaine de communes de plus de 20 000 habitant·es, dont 2 des 50 communes les plus peuplées de France (Saint-Denis-Pierrefitte et Roubaix). Alors qu'environ 30 000 personnes vivaient dans des communes administrées par la France insoumise, elles seront désormais plus d'un demi-million, soit 18 fois plus. Cela confirme la percée de la France insoumise dans les classes populaires qui étaient sorties du jeu politique et dans des villes et quartiers négligés et relégués par la vieille scène politique. Ainsi, l'intégralité des villes remportées par la France insoumise font partie des 80 communes où les populations sont les plus frappées par la pauvreté.

Ces victoires sont l'aboutissement de notre travail à destination des quartiers populaires. Il nous a non seulement permis de transformer en profondeur la composition militante de la France insoumise qui est désormais une vraie force populaire. Il a également favorisé l'émergence de maires et d'élus·es dans lesquelles la population se reconnaît d'autant plus aisément qu'ils et elles en sont issus·es. C'est indispensable pour permettre des politiques de rupture à l'échelle locale et nationale. C'est aussi la condition d'une véritable implication citoyenne, d'une représentation politique de l'ensemble du pays et donc d'une plus forte participation électorale.

Nos victoires s'accompagnent également de scores considérables dans d'autres centres urbains (près de 47% à Toulouse, 41% à Limoges, 34% à Lille malgré l'alliance contre-nature des dirigeants d'EELV avec le PS, 25% à Montpellier, 20% à Rennes, 17% à Metz, 15% à Caen) mais aussi dans des villes petites et moyennes. À Saint-Girons, la liste insoumise gagne 6 points entre les deux tours pour arriver à 23%. À Belfort, elle gagne plus de 5 points pour arriver à 28%. Les listes

soutenues par la France insoumise font plus de 26% dans les communes entre 5 000 et 50 000 habitant·es. Dans les petites communes rurales, cette élection a permis à de nombreux·ses insoumis·es d'entrer dans les conseils municipaux, parfois en tant que maire, et à la réélection de nombreux maires sortants de la France insoumise.

Enfin, cette dynamique s'est aussi exprimée dans les territoires dits d'outre-mer, notamment à La Réunion où l'alliance de la France insoumise et de PLR a engrangé les victoires, notamment au Tampon, 4ème ville de La Réunion, en chassant la droite qui dirigeait la ville depuis 70 ans.

La gauche de rupture poursuit sa progression

Sur le temps long, ces résultats s'inscrivent dans une dynamique déjà observée au moment des élections européennes. Ainsi, alors que le centre gauche perd en influence, c'est bien la gauche de rupture qui est en dynamique : alors que les partis de la gauche traditionnelle avaient fait le choix presque partout d'exclure la France insoumise de tout rassemblement, l'alliance du PS, des Écologistes et du PCF a perdu plus de 6 points au premier tour dans les villes de plus de 100 000 habitant·es par rapport à 2020 alors que les listes de la France insoumise ont au contraire augmenté leur résultat de 9,3 points dans ces mêmes communes. Alors que le centre gauche perd 7 villes parmi les 50 plus grandes, la gauche de rupture progresse au contraire en remportant 3 villes supplémentaires (2 par la France insoumise et 1 par le PCF). À nouveau, comme aux élections européennes, c'est bien la France insoumise qui fait progresser la gauche pour ces élections municipales.

La Ve République à bout de souffle

Nos motifs de satisfactions ne nous cachent pas combien ils sont l'expression d'une crise plus large et profonde de la vie citoyenne du pays. Le taux de participation national à ces élections municipales s'élève à 57% seulement. C'est le chiffre le plus bas depuis le début de la Ve république.

Les causes de cette situation sont profondément enracinées. Les institutions de la Ve République produisent une culture qui écarte le peuple de la décision politique. Elles sont dangereusement autoritaires : trahison du référendum de 2005, refus des résultats des élections en 2024... Ces coups de force démocratiques à répétition ont des conséquences sur le temps long. Ces institutions produisent au niveau communal une vision technocratique de « gestion managériale des territoires » dont l'objectif est la mise aux normes des besoins du capital. Beaucoup finissent par penser que les élections ne servent à rien parce qu'elles ne peuvent rien changer.

D'autre part, dans la plupart des communes du pays, le scrutin municipal évacue radicalement la contradiction politique. Dans 7 communes sur 10, une seule liste était proposée aux votes. Dans 96% des communes, il n'y a pas eu de second tour. Sur 50 000 listes, plus de 8 sur 10 étaient « sans étiquette ». Tout ce contexte produit une dépolitisation profonde en privant l'élection de tout débat de programmes et d'alternatives.

Enfin l'abstention est quasi organisée par l'État. Plus de 10 millions de personnes sont non-inscrites sur les listes électorales (3 millions) ou mal-inscrites (7,7 millions). 1 électeur·rice sur 5 est touché·e et les jeunes sont surexposé·es. Aucune campagne d'envergure des services de l'État n'existe pour y remédier et les radiations se sont multipliées, supprimant des milliers d'électeur·rices des listes électorales sans se soucier de leur intégration dans la vie politique du pays.

La réponse à cette situation ne pourra pas être cosmétique. Elle passera par un véritable programme de rupture, capable de redonner du pouvoir aux citoyen·nes et de replacer leurs besoins au cœur des décisions publiques. C'est dans cet esprit que nous avons porté, lors des élections municipales, la question du communalisme : redonner prise aux habitant·es sur leur quotidien, construire des politiques publiques avec elles et eux et non sans elles et eux.

Cette démarche n'est pas conjoncturelle. Elle préfigure ce que nous voulons porter à plus grande échelle. Pour 2027, nous continuerons

dans cette voie : reconstruire la confiance démocratique en rapprochant le pouvoir du peuple, en assumant une ligne de rupture claire et en redonnant un sens concret à l'engagement citoyen.

La bataille antifasciste est notre feuille de route

Ces derniers mois, nous avons fait vivre notre engagement antiraciste par une campagne nationale contre le racisme menée en parallèle des campagnes municipales. Celle-ci s'est déployée sur tout le territoire, et les victoires lors des dernières élections sont aussi de véritables victoires antiracistes. Partout, nos listes, parce qu'elles étaient représentatives de la France telle qu'elle est, féminisée, métissée, créolisée, ont dû subir d'intenses campagnes de dénigrement et d'insultes.

À l'issue de l'élection municipale, il n'aura fallu que quelques jours pour que nos maires élus soient la cible de cabales racistes insupportables. Celles-ci ont été relayées par un pouvoir médiatique gangréné par le racisme et par une macronie dont la dérive vers la droite ne semble plus pouvoir s'arrêter. Nous voulons dire à tou·tes nos camarades, et plus généralement à tou·tes celles et ceux qui ont dû les subir, notre soutien total. Nous sommes fier·es d'être le mouvement qui a permis les candidatures et les victoires d'une nouvelle génération politique, aspirant à reprendre le pouvoir et à tourner la page des politiques clientélistes.

Ces succès antiracistes sont d'autant plus essentiels que, dans le même temps, le Rassemblement National continue sa progression, même si celle-ci est plus faible que ce que certain·es imaginaient. Ainsi, si ses listes gagnent environ 250 000 voix sur l'ensemble du pays au premier tour par rapport à 2014, la France insoumise en gagne 500 000 par rapport aux résultats des listes du Front de Gauche à la même période. De même, le Rassemblement National échoue à remporter ses principales cibles et stagne, voire recule parfois, dans les communes de plus de 50 000 habitant·es. Mais il poursuit sa progression dans les petites villes et les villes moyennes, bien souvent en profitant du désaveu de municipalités sortantes, de la fin du retrait systématique des candidat·es arrivé·es troisième au premier tour et de la porosité grandissante de la droite traditionnelle avec l'extrême droite.

Cette porosité traduit la fin du barrage républicain avec l'extrême droite, ce qui est un basculement. La France insoumise a largement contribué à mener la bataille contre la droite et l'extrême droite. Partout où se présentait un risque de victoire de la droite et de l'extrême droite, elle a appliqué une position nationale claire en proposant une fusion technique à gauche pour protéger les habitant·es de la politique des municipalités de droite et d'extrême droite. Nous avons fait la démonstration, à chaque étape, que la France insoumise n'avait qu'une seule boussole : l'intérêt des habitant·es plutôt que ses intérêts d'appareil. Cela nous a conduit en particulier, face à l'irresponsabilité absolue du maire PS de Marseille, à retirer notre liste au second tour pour empêcher l'extrême droite de s'emparer de la deuxième ville de France.

La bataille antifasciste au niveau local et national est inséparable de notre combat contre la guerre et la négation du droit international promu par les gouvernements d'extrême droite suprémaciste comme ceux de Donald Trump ou Benjamin Netanyahu. À ceux qui les prennent en modèle, nous opposerons toujours l'objectif d'une France indépendante, non alignée, au service du droit international, de la coopération altermondialiste, de la paix.

Le bloc populaire s'est élargi

Le péril que constitue l'émergence d'un bloc droite/extrême droite rend encore plus inacceptable la prise de position nationale du Parti Socialiste, reprenant à l'égard de la France insoumise les pires calomnies infamantes de la droite et de l'extrême droite. Par cette décision, la direction du PS a posé un acte de division absolument irresponsable alors que plane sur le pays la menace de l'extrême droite. Si cette faute historique s'est finalement retournée contre le Parti Socialiste entre les deux tours, elle a eu des conséquences dans la campagne de l'entre-deux tours, où plusieurs dirigeants nationaux du Parti Socialiste ont ouvertement fait campagne pour la droite à Limoges ou à Toulouse, alors qu'une liste d'union dirigée par les insoumis étaient en mesure de l'emporter. Pire, elle a conduit à la mise en place d'une coalition du Parti Socialiste et de la droite à Strasbourg pour l'emporter sur l'alliance des Écologistes et de la France insoumise.

Cette stratégie de fracture a été accompagnée par la direction des Écologistes et du PCF, acceptant dans plusieurs villes les exclusives et les oukases de la direction socialiste et faisant même le choix, à Lille, de désavouer leurs colistier·es qui avaient fait le choix de l'alliance avec la France insoumise au second tour.

Malgré cette tentative d'exclusion de la France insoumise, il faut souligner que cette campagne des élections municipales a aussi permis d'élargir le bloc populaire :

- Dans plusieurs dizaines de communes, des militant·es écologistes ont fait le choix de l'alliance avec la France insoumise et ont constitué un collectif, les Verts populaires, réaffirmant que l'écologie politique ne peut être solidement portée en dehors de la gauche de rupture ;
- Dans le département de la Seine-Saint-Denis, l'accord départemental entre la France insoumise et le PCF a permis de nombreuses victoires électorales, et notamment la réélection des maires communistes sortants et l'élection de deux maires issus de la France insoumise.

Préparer les élections nationales de 2027

La France insoumise sort donc largement renforcée de ces élections municipales. Elle a mené pour cela une intense campagne, constitué et structuré des collectifs militants dans plusieurs centaines de communes, organisé près de 500 meetings et réunions publiques partout en France. Plus de 15 000 personnes ont rejoint le mouvement dans cette même période et au moins un millier d'insoumis·es porteront désormais nos idées au sein d'un conseil municipal. C'est autant de points d'appui pour la bataille présidentielle et législative de 2027.

Il est donc temps de s'engager dans la préparation de cette échéance électorale décisive pour le pays. C'est l'objet de cette feuille de route.

AXE 1 : POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT

1) Déployer la force militante constituée lors de l'élection municipale

Partout en France, des équipes militantes se sont constituées pour mener des campagnes municipales. Cela doit conduire à la mise à jour du maillage des groupes d'action, à la création de nouveaux groupes et au déploiement des insoumis·es engagé·es dans la campagne municipale au sein des groupes d'action. C'est là une condition indispensable pour permettre l'accueil de dizaines de milliers de nouvelles personnes qui vont rejoindre le mouvement insoumis dans les prochains mois.

2) Renforcer le mouvement sur tout le territoire national

Si notre mouvement s'élargit sans cesse depuis sa création, il reste parfois absent ou trop faible dans certains territoires. Il est donc indispensable pour la France insoumise de se développer partout dans la perspective des prochaines batailles nationales. C'est pourquoi nous suggérons de mettre en place, à partir de l'espace "développement territorial", un réseau de militant·es chargé·es d'aider, en lien avec les boucles départementales, les groupes d'action en difficulté et d'identifier les secteurs permettant la création de nouveaux groupes d'action.

3) Structurer le Réseau des élu·es insoumis·es et citoyen·nes

L'arrivée de plus d'un millier d'elu·es locaux·ales va permettre de renforcer l'activité du Réseau des élu·es insoumis·es et citoyen·nes (REIC). Toutes les personnes élues sur des listes insoumises sont invitées à le rejoindre pour pouvoir bénéficier de son aide, se former et afin de pouvoir impulser et coordonner l'activité des élu·es insoumis·es au sein des conseils municipaux. Nous allons également favoriser la création d'associations départementales du REIC.

Enfin, les maires élus et présentés par notre mouvement seront aussi invités à participer à l'intergroupe de la France insoumise afin de pouvoir œuvrer à la mise en œuvre de nos orientations stratégiques.

4) Renouveler et préciser les structures du mouvement

Le mouvement insoumis s'est largement développé depuis plusieurs années. De nouvelles personnes l'ont rejoint et de nouveaux groupes d'action se sont constitués partout en France. C'est pourquoi les référent·es des boucles départementales de la France insoumise doivent être renouvelé·es avant l'été, de telle sorte à pouvoir être pleinement opérationnelles pour la campagne de l'élection présidentielle à venir.

Nous y inclurons un binôme chargé du suivi et du développement des groupes d'action et fusionnerons les binômes en charge des luttes et des relations unitaires qui font souvent doublons dans l'activité concrètes des boucles départementales.

Enfin, les élections municipales ont montré qu'il nous fallait préciser les procédures du Comité de respect des principes (CRP), ce que devra faire la Coordination des espaces en lien avec ses membres dans les prochaines semaines.

AXE 2 : MENER LES BATAILLES DE 2026

5) Réussir les élections consulaires, entrer au Sénat

Avec plus de 1 000 élu·es municipaux·ales, nous abordons les prochaines élections sénatoriales avec l'ambition de faire notre entrée dans la chambre haute. Devenu·es incontournables au plan territorial, nous sommes prêt·es à engager une discussion avec de possibles partenaires aux conditions de la clarté et de la cohérence nationale. À défaut, nous nous préparons à présenter des listes insoumises dans tous les départements de France.

Avant les élections sénatoriales de septembre 2026, nous présenterons, en mai 2026, 43 listes aux élections consulaires pour proposer notre programme aux Français·es de l'étranger et renforcer notre présence dans les conseils consulaires.

6) Renforcer notre campagne d'inscription sur les listes électorales

Si les élections municipales ont été le résultat de la mobilisation des secteurs populaires, l'abstention y est encore très importante. Le travail de mobilisation des abstentionnistes est une lutte de longue haleine. Il commence par l'intensification de nos campagnes d'inscriptions sur les listes électorales. C'est pourquoi nous organiserons pendant le mois de juillet des Caravanes populaires avec l'objectif de faciliter les inscriptions sur les listes électorales partout en France.

7) Assurer le succès des AMFIS et des AMFIS Jeunes

Dans la préparation de l'élection présidentielle de 2027, nos AMFIS seront un rendez-vous très important. Ils auront lieu du jeudi 20 au dimanche 23 août 2026 à Châteauneuf-sur-Isère dans la Drôme. Les groupes d'action sont invités à s'organiser dès maintenant pour faire de cette édition une des plus importantes jamais réalisées.

De même, les jeunes militant·es sont invité·es à participer massivement aux AMFIS Jeunes prévus du lundi 17 au mercredi 19 août 2026 dans la Drôme.

8) Organiser une nouvelle édition des Rencontres nationales des quartiers populaires (RNQP)

La mobilisation des habitant·es des quartiers populaires constitue une composante essentielle de la progression électorale de la France insoumise. Elle est également une condition décisive de notre victoire lors de l'élection présidentielle de 2027. Elle reposera à la fois sur un programme en adéquation avec les aspirations populaires, mais aussi sur le travail d'implantation engagé dès 2018, à l'occasion de la première édition des Rencontres nationales des quartiers populaires.

Cette année, nous organiserons une 4ème édition des RNQP. Pour en assurer la réussite, nous nous appuierons sur l'engagement des militant·es associatif·ves et insoumis·es, ainsi que sur nos maires et élu·es, désormais nombreux·ses dans les conseils municipaux. À travers des rencontres locales, puis une rencontre nationale, ce sera

aussi l'occasion d'inviter des collectifs citoyens et des élu·es qui, s'ils n'appartiennent pas à la France insoumise, sont aussi représentatif·ves des villes populaires et partagent notre approche.

AXE 3 : S'ENGAGER DANS LA CAMPAGNE DE 2027

9) Mener la bataille culturelle

Durant les élections municipales, le parti médiatique a déchaîné ses coups contre la France insoumise, reprenant par exemple sans nuance le narratif de l'extrême droite après la mort de Quentin Deranque. Mais la France insoumise a depuis des années développé des outils de communication et de ré-information autonomes, misant en particulier sur le développement des réseaux sociaux.

Ce travail va se poursuivre et s'amplifier. Il doit permettre aussi d'aider au développement de médias alternatifs, par exemple en poursuivant les conférences de presse « Nouveaux Médias » mises en place par Jean-Luc Mélenchon ou encore en aidant les médias qui s'inscrivent dans une forme d'autonomie vis-à-vis de l'officialité.

10) Poursuivre notre travail programmatique

L'Avenir en commun a été publié dans sa première version le 1er décembre 2016. Depuis, il a été régulièrement actualisé sur la base d'un travail collectif. À chaque étape, il s'est construit avec le peuple, grâce à des milliers de contributions citoyennes, des auditions d'experts, de syndicalistes et de représentant·es d'associations. Son élaboration s'appuie sur le travail des groupes thématiques, des parlementaires insoumis·es, des luttes sociales et écologistes auxquelles nous participons, mais aussi, depuis 2023, des travaux de recherche de l'Institut La Boétie.

Au lendemain des élections municipales, nous le remettons à l'ouvrage. Les 40 groupes thématiques sont en ordre de bataille, toujours avec la même exigence : construire un programme de rupture capable de répondre aux besoins de notre temps. C'est cette rigueur et ce sérieux qui fondent notre crédibilité et notre capacité à gouverner dès 2027.

11)Préparer l'investiture populaire de notre candidat·e

Depuis sa création, la France insoumise a mis en place une modalité d'investiture pour notre candidat·e à l'élection présidentielle. Il s'agit d'une investiture populaire, exigeant le parrainage de 150 000 citoyen·nes afin de valider notre candidature. Comme nous l'avions décidé en cas d'élection présidentielle anticipée, l'intergroupe de la France insoumise, sur proposition de la Coordination des espaces, proposera une candidature pour cette investiture populaire.

12)Rassembler largement autour d'un programme de rupture

Pour gagner, la France insoumise a toujours cherché à œuvrer pour l'union autour d'un programme de rupture. Elle a été confrontée à la rupture de la NUPES, puis du Nouveau Front Populaire, par le Parti Socialiste qui a tourné le dos à son programme et refusé la censure des gouvernements macronistes.

Les élections de 2027 doivent permettre de construire un rassemblement sincère et loyal. C'est pourquoi nous faisons une offre fédérative aux composantes qui veulent rester fidèles au programme du Nouveau Front Populaire : nous proposons de faire de notre candidature une candidature commune, de bâtir une union cohérente pour les campagnes présidentielle et législatives et de mettre en place pour cela un conseil du programme et un conseil politique de campagne.

Enfin, cette union populaire s'adresse aux syndicalistes, aux militant·es associatif·ves, aux universitaires et à toutes les personnalités engagées qui sont ou ne sont pas membres de la France insoumise. Elles et ils auront toute leur place dans cette campagne.